

Le pouvoir aux travailleurs

28 MAI 1994

N° 19

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- TRAVAILLEURS ET PATRONS, RIEN DE COMMUN !	2
<u>COTE D'IVOIRE:</u>	
- LE GOUVERNEMENT VEUT NOUS REDUIRE AU SILENCE PAR LES MENACES ET LA REPRESSION.....	3 - 4
- LES VRAIES RAISONS DE L'ANNULATION DE LA MARCHÉ DU FPI.....	4 - 6
<u>AFRIQUE DU SUD:</u>	
- L'ANC, DU PARTI "BANNI" AU PARTI DU POUVOIR	6 - 8
- LA SEGREGATION RACIALE OFFICIELLE A ETE SUPPRIMEE, RESTE A METTRE FIN A LA SEGREGATION SOCIALE	5 - 6 8 - 9
<u>RWANDA:</u>	
- L'ETHNISME COMME MOYEN DE PARVENIR OU DE RESTER AU POUVOIR	10 - 11

**TRAVAILLEURS ET PATRONS,
RIEN DE COMMUN !**

Le 1er mai dernier, Henri Konan Bédié, lors de sa rencontre avec les représentants des syndicats (FESACI, DIGNITE et UGTCI), venus lui présenter leurs cahiers de doléances, a demandé aux travailleurs d'être "réalistes" et de s'entendre avec les patrons. Car selon lui, les uns et les autres visent le "même objectif", produire de "nouvelles richesses" avant de "procéder à une redistribution plus effective".

Les travailleurs qui ont pu l'écouter à la télévision savent bien que de tels propos ne correspondent pas à la réalité qu'ils vivent chaque jour, dans les usines. Nous savons bien que nous travaillons dur, à une cadence toujours accélérée, dans des conditions où il manque souvent la moindre sécurité.

Mais les salaires sont tellement bas que nous sommes obligés de faire des heures supplémentaires, sans pour autant avoir les moyens, ne serait-ce que de manger à notre faim. Au bout de plusieurs années de travail, nous sommes aussi pauvres qu'en entrant à l'usine. Avec en prime un vieillissement prématuré et une santé ruinée pour la vie.

Pendant ce temps, la production augmente d'année en année, les profits aussi. Certaines usines -malgré la crise- grandissent, pour ainsi dire, sous nos yeux. Cette prospérité se voit aussi sur la bonne mine des patrons qui sont bien logés, bien nourris et bien véhiculés. Et pour leurs vieux jours, leurs comptes en banque sont de plus en plus garnis, d'autant plus qu'ils n'hésitent pas à augmenter de façon substantielle leurs salaires.

D'où vient une telle différence dans la "redistribution" des richesses, honorable président? Comment expliquer que plus nos salaires sont bas, plus ceux des patrons sont élevés -alors que c'est nous qui créons les richesses?

Non, les patrons et les hommes politiques à leur service se moquent de nous, quand ils nous demandent de nous taire et de ne penser qu'à produire. Et ils se permettent de le faire, parce que nous n'appuyons pas nos revendications par des grèves.

Car si, au lieu de présenter des cahiers de doléances, les syndicats appelaient les travailleurs à la lutte, s'ils faisaient du 1er mai une journée de combat en lui redonnant ainsi son véritable sens originel, les riches nous prendraient plus au sérieux et nous lâcheraient une partie de leurs profits pour améliorer nos conditions de vie et de travail.

**LE GOUVERNEMENT VEUT NOUS REDUIRE AU SILENCE
PAR LES MENACES ET LA REPRESSION**

Sous le prétexte d'"offense au chef de l'Etat" ou d'"incitation à la révolte", le gouvernement de Bédié n'a pas hésité à condamner plusieurs journalistes et directeurs de publication. C'est ainsi que le directeur du journal Le Patriote a écopé d'un an de prison ferme et qu'il est à la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan) depuis plusieurs mois. Le directeur du groupe Le Nouvel Horizon ainsi qu'un journaliste de La Voie l'y ont suivi le mois dernier pour trois ans. Il y a quelques jours, le directeur du journal Le Changement vient d'y être expédié à son tour. Et la liste est peut-être loin d'être close, puisque certains journalistes de La Voie sont récemment condamnés sans mandat de dépôt.

Pour justifier ces arrestations abusives, les journalistes au service du pouvoir parlent du "manque de respect de la déontologie". Mais pourquoi, c'est maintenant seulement qu'ils découvrent cela, alors que le directeur du Patriote (aujourd'hui en prison) avait, pendant des années, impunément traîné dans la boue des dirigeants de l'opposition, en recourant à n'importe quel mensonge? L'autre raison invoquée pour arrêter des journalistes est l'"incitation à la révolte", comme s'il suffisait d'un article -d'ailleurs lu par une infime minorité des gens- pour que la population se révolte. Heureusement pour les dirigeants qu'il n'en soit pas ainsi, sinon

ils seraient confrontés à une insurrection permanente.

Au-delà des faits reprochés aux journalistes arrêtés, la vérité est que les dirigeants n'aiment pas toute forme de contestation ni la dénonciation de leur abus de pouvoir, tels que les détournements des fonds publics et des arrestations arbitraires. Ainsi, Bédié n'a guère apprécié que Le Nouvel Horizon lui demande de s'expliquer sur les "surfacturations des complexes sucriers" qui lui avaient permis d'empocher des milliards quand il était ministre des Finances. Il faut donc qu'il fasse taire les journalistes, ou au moins les intimider, pour qu'ils appliquent l'autocensure.

Animé de la même volonté répressive, le gouvernement ne tolère pas la moindre manifestation de mécontentement. C'est ainsi par exemple que les étudiants n'ont ni le droit de manifester, ni celui de faire la grève pour faire aboutir leurs justes revendications. Plusieurs d'entre eux ont été emprisonnés au moins deux semaines avant d'être libérés à la fin du mois dernier. Mais d'autres, qui ont moins de chance qu'eux, croupissent depuis plusieurs mois à la prison de Bouaké.

Il y a là une volonté manifeste des dirigeants de gouverner par la force de la baïonnette, à tel point qu'ils n'hésitent pas à réprimer même des gens de leur propre camp,

comme nous l'avons vu en janvier dernier avec les partisans de l'ancien premier ministre, qui ont été dispersés sans ménagement, alors qu'ils sont venus nombreux à l'aéroport pour accueillir celui-ci.

Mais à travers la répression des étudiants et journalistes, le gouvernement vise moins ceux-ci que les travailleurs et les populations pauvres. En effet, c'est un avertissement qu'il donne à tous les pauvres pour leur dire de rester tranquilles, même s'ils ne sont pas contents des mesures d'austérité qui les

frappent. S'ils bougent, s'ils expriment leur colère, ils seront impitoyablement réprimés.

Eh bien ne faisons pas plaisir à ce gouvernement en nous disant que s'il est dur avec des gens qui lui sont pourtant proches, nous risquons le pire en cas de révolte. Ne nous laissons pas terroriser. Car le pire, c'est justement accepter la résignation, alors que nous n'avons pas les moyens de manger à notre faim, de nous faire soigner, ni d'assurer l'instruction de nos enfants.

LES VRAIES RAISONS DE L'ANNULATION DE LA MARCHÉ DU FPI.

Le mercredi 13 avril, Abou Dramahe Sangaré, n°2 du FPI et directeur de publication du groupe de presse le Nouvel-Horizon, et T. Senn, journaliste de La Voie, ont été arrêtés et incarcérés. La dictature de Bédié leur reprochait la responsabilité d'un article qui, selon elle, serait de nature à inciter à la révolte et à la violence.

À la suite de cette arrestation de deux de ses militants, la direction du FPI a déclenché toute une campagne de mobilisation dont le but était de riposter contre cette attaque à son endroit. Pendant toute une semaine, de Treichville à Yopougon, en passant par Adjamé, Abobo, Cocody, Port Bouët, etc, Laurent Gbagbo, le leader du FPI, a sillonné toute la fédération d'Abidjan de son parti pour une mobilisation générale qui devrait

se couronner le lundi 25 avril par une marche de protestation.

Rapportant les discussions et le climat dans les différentes sections visitées par le secrétaire général du FPI, le journal La Voie souligne que partout l'indignation des militants était grande et ceux-ci prêts à tout pour en découdre avec le pouvoir. Le journal indique qu'à Treichville, à la réunion du 22 avril, "à une majorité des intervenants, il ne fait aucun doute : l'opposition aurait même dû engager le bras de fer avec M. Henri Konan Bédié dès sa prise de pouvoir non élégante. Pour les autres, des manifestations de protestation s'imposent." Toujours selon le même journal, à Cocody, "l'indignation et le ras-le-bol" étaient à leur comble. "Que

devons-nous faire ? Comment libérer Sangaré et T. Senn?" "Monsieur le secrétaire général, donnez-nous la permission d'emprunter d'autres voies que la voie électorale. Nous sommes prêts à nous sacrifier pour sauver le pays!", telles étaient les questions posées à Gbagbo, souligne La Voie du 22 avril, pour marquer la résolution des militants du FPI.

Mais, on s'en souvient, à la veille de la marche, contre toute attente, la direction du FPI a surpris tout le monde, y compris ses militants, en décidant d'annuler celle-ci. Dans La Voie du 25 avril, jour prévu initialement pour la marche, dans une déclaration adressée à la presse, Gbagbo et ses camarades justifient leur volte-face par, entre autres, le fait que, selon eux, le pouvoir aurait recruté une "horde de loubards formés à grands frais dans l'intention de semer la violence et le désordre pendant les manifestations des partis de l'opposition."

Ainsi donc, c'est la menace d'une "horde de loubards" qui a fait reculer le FPI, le parti qui se considère comme l'éléphant de l'opposition ! Rien n'est plus ridicule ! Car, on peut légitimement se demander comment un parti comme le FPI qui n'arrête pas de dire, et à juste titre d'ailleurs, qu'il est le principal parti de l'opposition, affiche clairement sa volonté de diriger le pays, d'aspirer au pouvoir, peut platement s'agenouiller, s'écraser devant une bande de loubards, même "formés à grands frais" ? Et puis, la direction du FPI ne savait-elle pas que le pouvoir n'allait pas rester sans réagir, n'était-elle à l'avance au courant du fait qu'il utiliserait tous les moyens, y compris des loubards ou même l'armée?

Pourquoi alors avait-elle mobilisé pour une marche de protestation pour reculera près?

En réalité la menace des loubards n'est qu'un prétexte, et des plus grossiers, un mensonge qui ne peut consoler que ceux-là mêmes qui le tiennent et qui ont peur de leur propre ombre. En effet, si le FPI voulait réellement faire sa marche de protestation, ce n'est pas la menace d'une "horde de loubards" qui l'en empêcherait. Il en a les forces, en tout cas, suffisamment pour s'entourer d'un service de sécurité qui neutraliserait n'importe quelle bande de loubards. C'est par centaines que les militants de ce parti sont venus aux différentes réunions tenues par Gbagbo pour exprimer leur colère et leur volonté de protester contre le pouvoir. Le FPI aurait très bien pu s'appuyer sur cette mobilisation et entraîner même une partie de la population, les travailleurs, les femmes, les chômeurs, les jeunes, les étudiants, les élèves, bref tous ceux qui en ont marre de la misère et du caractère arbitraire et policier du pouvoir, afin d'imposer un véritable rapport de force à ce dernier au point de le faire reculer.

Mais de cela, le FPI n'en voulait pas. Bien au contraire! C'est même cette perspective qui a été à l'origine de l'annulation de sa marche: les dirigeants du FPI avaient peur que profitant de l'occasion que lui offrait la marche, la population ou une partie de celle-ci laisse exploser sa colère et crée une situation difficilement contrôlable. Dans le contexte actuel où le mécontentement populaire est réel à cause des difficultés de la vie, où la colère mûrit dans

les couches pauvres de la population, le FPI avait peur d'être débordé et de voir sa manifestation, qu'il voulait pacifique, se transformer, sinon en une explosion sociale, du moins en des émeutes violentes qui mettraient à mal l'ordre social en vigueur. C'est ce risque-là, la peur de la colère des pauvres, qui était à l'origine du recul de la direction du FPI, car ce que craignent par-dessus tout Gbagbo et compagnie c'est justement que les masses pauvres se prennent en charge, s'organisent et s'attaquent, d'une façon ou d'une autre, à l'ordre des riches. De là vient tout leur discours sur le changement en douceur, par la voie pacifique, électoraliste, parce que, autant que le PDCI, ils sont aussi respectueux de l'ordre des riches, des notables, auxquels ils cherchent à plaire en apparaissant comme des personnes responsables qui, comme ils le disent eux-mêmes, ne veulent pas "mettre le feu à la maison". Ce que La Voie, dans son édition du 29 avril, résume d'ailleurs de façon si éloquente : "La misère fouette le peuple... La Côte d'Ivoire bouillonne tel un cratère prêt à exploser... Voici l'humus naturel d'une explosion qui pourrait faire pleurer demain ceux qui ricanent

aujourd'hui. Nous ne voulons ni guerre civile ni coup d'Etat."

Par ce recul, la direction du FPI vient tout simplement de démontrer qu'elle appartient au même monde que celui du PDCI. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Gbagbo a annulé la marche de son organisation quelque temps après qu'il avait eu un entretien avec Bédié.

Ce n'est pas donc sur ces gens-là qu'il faut compter même pour l'exercice de simples libertés. Car, quelles que soient ces libertés-là, ce n'est pas de façon pacifique que la population peut y accéder. Les masses pauvres qui, plus que quiconque, ont besoin de libertés pour s'organiser, se réunir, se défendre, ne peuvent les obtenir, et de façon durable, qu'en comptant sur leurs propres luttes.

Mais pour cela, elles ont besoin d'être organisées, d'avoir leur propre parti qui se donne comme tâches la conquête de toutes les libertés, mais aussi et surtout la destruction du système capitaliste sans laquelle, elles ne peuvent réellement améliorer leurs conditions de vie ni avoir droit à une vie digne de notre époque.

**AFRIQUE DU SUD:
L'ANC, DU PARTI "BANNI"
AU PARTI DU POUVOIR**

Avant de parvenir au pouvoir, à la suite d'une élection, l'ANC, avec Mandéla à sa tête, a dû passer par une série d'étapes, parfois dramatiques, à l'image de ce que les dirigeants de l'Afrique du

Sud ont fait subir à la population noire, métisse et indienne de ce pays.

Fondée en 1912, à l'époque où l'Afrique du Sud était encore une colonie anglaise, l'ANC

était un parti de notables noirs. A sa tête se trouvaient des princes et des dignitaires (Mandela lui-même est issu d'une famille royale) dont la revendication principale était "un homme, une voix", c'est-à-dire le suffrage universel sans discrimination raciale. Ce parti était parfaitement toléré par l'impérialisme anglais. Ce n'est qu'en 1960 que l'ANC avait été interdit par l'Etat sud-africain qui avait institutionnalisé l'apartheid depuis 1948. L'arrestation de ses dirigeants (dont Mandela), en 1962 et leur condamnation à perpétuité pour avoir osé braver les lois de l'apartheid, loin d'avoir anéanti ce parti, n'ont fait que renforcer son influence au sein de la majorité combative de la population noire.

Quatre années après sa libération, Mandela est à la tête de l'Etat après avoir été consacré "prix Nobel de la paix". Ceux-là mêmes qui le traitaient de dangereux "terroriste", le qualifient d'homme de "dialogue", "modéré", "responsable", d'"homme d'Etat", etc. Il a reçu les hommages et les félicitations des dirigeants du monde entier, ceux des pays impérialistes comme ceux des régimes dictatoriaux africains qui, tout en n'ayant pas le mot "apartheid" dans leur constitution, n'oppriment pas moins leurs peuples.

En réalité, les dirigeants de l'ANC, même ceux qui, comme Mandela, représentaient dans les années 1960 la branche la plus radicale, n'ont jamais été contre l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire ce système qui a donné naissance, dans les circonstances particulières de l'Afrique du Sud, à l'apartheid. Ils voulaient seulement que dans ce pays soit supprimé le système odieux de la ségrégation raciale

et qu'à l'instar des autres pays d'Afrique anciennement colonisés, des Noirs puissent parvenir au pouvoir et avoir les privilèges jusque-là réservés aux seuls Blancs. Aujourd'hui c'est chose faite. L'Afrique du Sud rejoindra le rang des autres pays africains.

Pour l'écrasante majorité de la population noire, y compris au-delà de la frontière sud-africaine, la victoire de Mandela est ressentie, à juste titre, comme une partie de la dignité retrouvée. Mais ce serait une illusion de croire un instant que l'arrivée au pouvoir des dirigeants noirs va mettre fin à l'exploitation capitaliste. Celle-ci continuera. Dans les mines, les usines, les fermes agricoles, partout où l'on produit les richesses de ce pays, il n'a même pas été question d'une simple augmentation de salaires! Les seules promesses que Mandela a faites, c'est que son gouvernement fera construire des logements, des routes, avec un programme d'électrification. Des logements et de l'électricité dont ne pourront disposer que ceux qui pourront les payer. Ce qui, loin de nuire aux gros capitalistes, les enthousiasme au contraire, car c'est autant d'investissements et de profits qu'ils pourront réaliser aux travers de ces grands travaux.

Pour paraître responsables aux yeux de la bourgeoisie internationale ainsi qu'à ceux de la bourgeoisie blanche locale, l'ANC -bien avant son arrivée au pouvoir- a gommé de son programme tout ce qui pouvait donner l'impression de radicalisme. Ainsi, il n'est plus question de redistribution des terres ni de nationalisation des mines, des banques et des grandes industries (projets qui

figuraient dans la Charte de la Liberté élaborée en 1955 par l'ANC et qui lui servait de programme politique).

Aujourd'hui il est plutôt question de créer un climat de confiance pour ne pas faire fuir les capitaux et attirer les investisseurs internationaux. Les dirigeants de l'ANC s'évertuent à calmer les ardeurs dans les townships, à expliquer à la population pauvre (sans la lutte de laquelle l'ANC ne serait pas au pouvoir) qu'il ne faut pas qu'elle s'attende à de grands changements même si le pouvoir a changé de main et que la priorité est au "développement économique".

Voilà un langage qu'on a entendu de la bouche des dirigeants africains 34 années plus tôt, au moment où la plupart des pays d'Afrique accédaient à l'indépendance. C'est au nom du "développement" et de la "construction nationale" qu'ils

ont bâillonné toute la population en interdisant les partis politiques et les syndicats (autres que les leurs).

Les dirigeants de l'ANC sont aujourd'hui, vis-à-vis de leurs peuples, dans la même situation que les dirigeants des autres pays africains des années 60. La différence, c'est que cela se passe avec 34 ans de retard, de plus, dans un pays où les travailleurs et les couches pauvres ont acquis une tradition de lutte à cause, ou grâce à l'apartheid. Et il n'est pas dit que les dirigeants de l'ANC vont parvenir à tromper les travailleurs et les populations déshéritées après les avoir bercés d'illusions durant des années pour profiter de leur lutte. En tout cas, il est sûr que si les nouveaux dirigeants de l'Afrique du Sud ne parviennent pas à calmer les populations par leurs discours, ils le feront par la répression.

AFRIQUE DU SUD: LA SÉGRÉGATION RACIALE OFFICIELLE A ÉTÉ SUPPRIMÉE, RESTE À METTRE FIN À LA SÉGRÉGATION SOCIALE

Le 27 avril dernier, pour la première fois, des millions de Noirs ont pu voter en Afrique du Sud. C'est une date mémorable. L'apartheid avait pris le relais du colonialisme. Ce système ignoble écartait jusque-là 28 millions de Noirs de tout droit politique, y compris du droit de vote.

L'apartheid (séparation en Afrikaans) était le système par lequel les autorités opéraient entre les groupes raciaux une

ségrégation discriminatoire fondée uniquement sur la couleur de la peau.

Ce système fournissait à la bourgeoisie blanche une arme politique, psychologique et juridique pour surexploiter les travailleurs noirs. Et si la bourgeoisie blanche a fini par remballer sa constitution raciste, son arsenal juridico-policier, à entrouvrir elle-même les portes des geôles, à organiser des élections avec la

participation de la population noire, c'est bien parce qu'elle a fini par comprendre -de force plus que de gré- qu'il n'était plus possible de continuer dans cette voie. En effet, ce système s'est révélé générateur d'émeutes à répétitions. Les prisons, les tortures, la déportation n'arrivaient plus à bout des millions de gens qui disaient NON!

Les événements de Soweto en 1976, les soulèvements dans les mines et les townships, les émeutes dans la région du Transvaal en 1984 ont fini par entraîner tout le pays dans la tourmente du refus.

Pour les exploiters, l'apartheid était devenu trop risqué au point que les compagnies étrangères ont choisi de retirer une partie de leurs capitaux de l'Afrique du sud. La situation sociale et politique trop instable ne favorisait plus la bonne marche de leurs affaires. De plus, ce pays était devenu une poudrière dont l'explosion pourrait se propager dans l'ensemble du continent. Le prolétariat sud-africain étant le plus nombreux, le plus puissant économiquement et peut-être le plus conscient par l'expérience de lutte qu'il a acquise au cours des ans.

Les puissances économiques, l'impérialisme américain en tête, ont trouvé un interlocuteur valable à leurs yeux en la personne de Mandela pour négocier en secret -bien à l'abri des regards et du contrôle des masses populaires.

C'est sûr que bien de politiciens noirs, des bureaucrates, des intellectuels,

des petits bourgeois y trouveront leurs comptes. A leur tour ils comptent bien avoir enfin accès aux privilèges réservés jusque-là aux seuls Blancs.

Quant à la masse des prolétaires noirs, si elle peut tirer légitimement fierté d'avoir mis fin à un régime ségrégationniste abject, sa situation sociale ne changera nullement. Elle sera aussi exploitée qu'auparavant, aussi mal payée pour ceux qui ont la "chance" d'avoir du travail et aussi livrée au chômage. Elle subira également l'oppression, même si les exécutants de cette oppression seront cette fois des Noirs. Voilà pourquoi, pour le prolétariat d'Afrique du Sud, le combat n'est pas fini. Si le prolétariat noir d'Afrique du Sud est capable de montrer autant d'énergie dans son combat contre l'inégalité sociale qu'il l'a montré contre l'inégalité raciale, alors, la bourgeoisie d'Afrique du Sud quelle que soit la couleur de la peau et la bourgeoisie impérialiste auraient tort de se réjouir d'avoir réussi à bon compte la "transition".

La classe ouvrière, le prolétariat noir qui a été doublement victime de ce système, laissera-t-il les mains libres à Mandela et à l'ANC pour se contenter d'une abolition formelle de l'apartheid? Ou bien se donnera-t-il l'organisation, les moyens et les méthodes propres à lui pour mettre fin à l'apartheid social? Il ne peut compter sur Mandela et l'ANC pour que les richesses de toutes sortes -aujourd'hui à la disposition des bourgeois blancs- soient mises au service de toute la population.

**RWANDA :
L'ETHNISME COMME MOYEN
DE PARVENIR OU
DE RESTER AU POUVOIR**

La situation demeure toujours grave au Rwanda, plus particulièrement à Kigali la capitale, théâtre de combats entre l'armée gouvernementale, (forces armées rwandaises) et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR).

On ne sait pas si les rebelles constitués essentiellement de Tutsis, qui mènent l'offensive vont réussir à arracher le pouvoir des mains des dirigeants actuels en majorité hutus; on ne sait pas non plus si les deux parties vont accepter finalement de négocier et s'entendre pour partager le pouvoir. En attendant, les rivalités entre les deux forces armées font chaque jour de nombreuses victimes.

Les derniers bilans des affrontements publiés officiellement par des organismes internationaux font état de plus de deux cent mille (ou cinq cent mille selon les sources) morts parmi les populations civiles en l'espace de sept semaines. Plus de quatre cent mille personnes déplacées ou réfugiées dans les pays voisins, au Zaïre et surtout en Tanzanie, vivent dans un dénuement total. Les tout derniers combats étaient d'une rare violence; même les forces de l'ONU, envoyées, paraît-il, pour rétablir l'ordre à Kigali ont plié bagage. Il faut croire qu'aux yeux des dirigeants de l'ONU, qui chantent à longueur de journée des discours sur "l'humanisme", la "paix", etc, les centaines de milliers de morts et de réfugiés mutilés qui

pataugent dans le sang et dans la boue ne méritent pas plus que des pleurnicheries hypocrites ou quelques interventions symboliques.

La haine entre les deux ethnies a pris une nouvelle dimension avec l'assassinat par les rebelles, semble-t-il, de l'ancien président Juvenal Habyarimana le 6 avril, un Hutu. Pour le venger, l'armée ne s'en est pas pris à ceux qui ont tenté un coup d'Etat par l'assassinat du président mais aux populations civiles, aux Tutsis habitant les quartiers populaires, les massacrant sans retenue. De leur côté, les rebelles du FPR se sont livrés aux massacres des Hutus dans les quartiers des villes et les villages qu'ils contrôlent. C'est ainsi que ces criminels, les uns pour rester au pouvoir, les autres pour y parvenir, massacrent aveuglément les populations innocentes qui ont le seul tort d'appartenir à l'ethnie de leurs rivaux politiques. C'est aussi cela, un des aspects odieux du nationalisme.

Cette haine ethnique particulièrement meurtrière qui vient d'éclater au grand jour a été longtemps entretenue parmi les deux communautés.

D'abord par le colonialisme allemand qui s'était tantôt appuyé sur une ethnie, tantôt sur une autre pour gouverner. Ensuite par l'administration coloniale belge. Le Ruanda-Urundi était placé sous

protectorat belge en 1919, après la défaite de l'Allemagne lors la première guerre mondiale. Ce territoire a été par la suite divisé en deux républiques: le Rwanda et le Burundi actuels. Après les indépendances formelles, les nouveaux dirigeants à la peau noire ont repris la même politique de leurs maîtres: diviser pour régner.

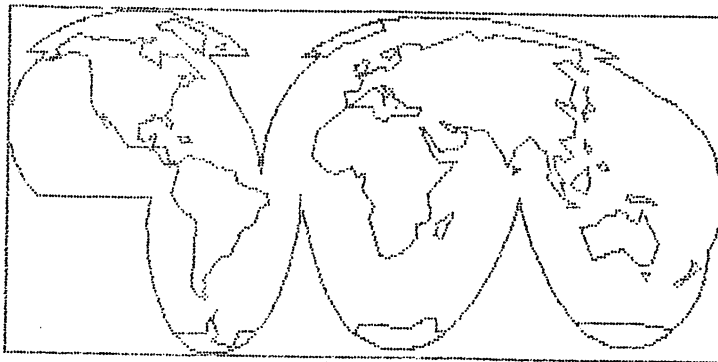
La haine donc entre les ethnies a été longtemps alimentée d'en haut par les instances dirigeantes. Mais à la base, dans la population même, ce n'était pas toujours la guerre. Au contraire, les deux communautés vivaient côte à côte, dans les mêmes quartiers, dans les mêmes villages; il y eut même de nombreux mariages entre les deux ethnies.

Il est possible que les populations, qu'elles soient hutus ou tutsis, vivent dans la

paix et la fraternité. Pour cela, les populations, toutes ethnies confondues, ont tout à gagner en déclarant la guerre à tous ceux qui utilisent l'ethnisme pour leurs intérêts personnels, pour se hisser au pouvoir ou pour s'y maintenir. Elles ont tout intérêt à s'attaquer aux riches qui les exploitent, aux bourgeois, petits ou grands même s'ils appartiennent à leur ethnie.

D'une manière générale, l'avenir des pauvres, des travailleurs, l'avenir de l'humanité se trouve ailleurs que dans les affrontements ethniques ou religieux. L'avenir est dans la guerre que tous les exploités de Rwanda, d'Afrique et du monde livrent aux possédants, aux bourgeois. De l'issue de ce combat à une vaste échelle dépend le sort des pauvres à se libérer ou non du joug du capitalisme.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.